



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune de La Verrière

### ARRETE DU MAIRE

N°2026-006

#### **PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION, DE PERMISSION OU D'AUTORISATION DE VOIRIE, DE PERMIS DE STATIONNEMENT OU D'AUTORISATION D'ENTREPRENDRE DES TRAVAUX SUR LES VOIES ET DEPENDANCES DE LA COMMUNE PONT GUY SCHULLER**

**Monsieur le Maire de La Verrière,**

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;  
**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1111-1 à L.1111-6 ; L.2212-2 à L. 2212-5, L 2213-1 à L 2213-4 ;  
**Vu** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 à L.2122-4 et L.3111.1 ;  
**Vu** le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants ;  
**Vu** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.113-2, L.115-1 à L.116-8, L.123-8, L.131-1 à L.131-7, L.141-10 à L.141-12 ;  
**Vu** le code de la route et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, et R. 411-25 à R 411-28, R. 417-10 et suivants ;  
**Vu** l'instruction Interministérielle sur la signalisation routière quatrième et livre I – 8<sup>ème</sup> partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié) ;  
**Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 ;

**Considérant** la demande du **12 janvier 2026** de la société :

**SQY**, sise 1 rue Eugène Hénaff BP10118 78192 TRAPPES CEDEX en qualité de demandeur, représentée par Madame Audrey FEUILLET, pour le compte de la société SOGEA IDF, sise 11 rue Buisson aux Fraises CS35006 91349 MASSY, représentée par Monsieur Quentin GORKA, afin d'effectuer des retraits de deux plaques situées au niveau des corniches du pont Schuller, situé sur le domaine public de la commune de La Verrière 78320 au droit **du pont Schuller pour une période de 20 jours ;**

**Considérant** que les travaux de voirie sur le domaine public (voies communales et ses dépendances) nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation aux abords et aux droits des chantiers, (alternats, interdiction de circuler, de doubler, de stationner, réduction ou suppression d'une voie avec mise en place de déviations et passages piétons provisoires).

## ARRETE

### **Article 1 :**

**Du 13 janvier 2026 au 31 janvier 2026 inclus entre 08h00 et 17h00**, la circulation des piétons et des véhicules sera modifiée sur le domaine public au droit du pont Guy Schuller de la commune de La Verrière 78320.

La Société **SOGEA ILE DE FRANCE** est autorisée à occuper le domaine public et à exécuter des retraites de deux plaques situées au niveau des corniches du pont Schuller de la commune de La Verrière 78320.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

À charge pour la société **SOGEA IDF** de se conformer aux dispositions des articles suivants.

### **Article 2 :**

Dans la zone d'emprise et pendant la durée des travaux précitée à l'article 1, les restrictions suivantes pourront être imposées :

- **Maintien de la circulation ;**
- **Mise en place d'une circulation alternée par feux tricolores ou personnel de circulation;**
- **Limitation de vitesse à 30 km/h ;**
- **Interdiction de stationner au droit du chantier aux véhicules légers et poids lourds ;**
- **Interdiction de dépasser au droit du chantier aux véhicules légers et poids lourds ;**
- **Mise en place de barrières par la Société intervenant autour de l'emprise afin de sécuriser l'espace concerné ;**
- **Dévoisement du cheminement piéton.**

### **Article 3 :**

Le demandeur devra se conformer aux prescriptions techniques du règlement de voirie communale, ou à défaut du règlement de voirie intercommunale pour la réalisation de ses ouvrages.

### **Article 4 :**

Le demandeur exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire, de jour et de nuit, du chantier sur le domaine public. Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. La signalisation devra être conforme aux dispositions en vigueur et actuellement sont édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, Livre 1-8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992. La signalisation et la sécurité piétonnière devront être respectées par un cheminement clairement balisé.

### **Article 5 :**

Le demandeur devra laisser en l'état la voie intégrale du domaine public y compris la zone des travaux. Tout endommagement ou quelle que soit la dégradation, le demandeur devra aussi le déclarer à la Mairie de La Verrière, à l'adresse suivante [service techniques@mairie-laverriere.fr](mailto:service techniques@mairie-laverriere.fr). Il sera demandé au responsable de réparer les dégâts occasionnés.

### **Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus. Le demandeur s'engage à afficher le présent arrêté sur les lieux des travaux au préalable 7 jours avant la date de début des travaux.

### **Article 7 :**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever tous les décombres (terres, matériaux, grave, béton...) et réparer tous les dommages qu'il aura causé à la voie publique et à ses dépendances.



**Article 8 :**

Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois. L'interdiction de stationner au droit du chantier sera considérée comme gênante selon les termes de l'Article R. 417-10 du Code de la Route et les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat et les contrevenants poursuivis par les tribunaux compétents.

**Article 9 :**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le demandeur sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du demandeur et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 10 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de La Verrière, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Télerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Article 11 :**

Les ampliations du présent arrêté seront effectuées auprès de la Sous-Préfecture de Rambouillet, de M. Le Commissaire Divisionnaire Chef de la circonscription de police, M. Le Chef du Centre de Secours, Mme La Directrice Générale des Services de la Ville, M. Le Directeur des Services Techniques, Mme la Cheffe de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

Fait à La Verrière, le 12 janvier 2026.

Le Maire,

Nicolas DAINVILLE

